

Accueil > Bretagne

Côtes-d'Armor

Ille-et-Vilaine

Finistère

Morbihan

Enseignement du breton : des parents d'élèves menacent d'attaquer l'État

T Article réservé aux abonnés

T Par [Philippe Créhange](#)
Le 29 septembre 2023 à 18h12

Une convention avait été signée en mars 2022 entre l'État et la Région en vue de développer la transmission des langues bretonnes. Face au manque criant de moyens en cette rentrée, une association de parents d'élèves se prépare à poursuivre l'État au tribunal administratif.



L'État a signé en mars 2022, à Rennes, une convention avec la Région pour développer la transmission des langues régionales (breton et gallo). Notamment pour passer de 19 000 élèves à 30 000 en 2027. (Archive Le Télégramme)

« On a des conditions d'enseignement qui ne sont pas acceptables pour nos enfants et les enseignants. On a fait le choix d'un enseignement public. On ne comprend pas que rien ne soit fait pour améliorer la situation. » Eddy Penven, président de div yezh Breizh*, ne cache pas son exaspération. Comme d'autres militants, ainsi que [le député Paul Molac et le vice-président à la Région Christian Troadec](#), il s'est donc rendu devant les grilles du rectorat, à Rennes, ce vendredi, pour faire part de sa colère. Objet de celle-ci : le manque de postes (19 accordés sur 70 nécessaires) et d'enseignants bilingues dans les écoles, collèges et lycées bretons de l'Académie. Un sentiment renforcé par le refus du recteur de les rencontrer. « Nous lui avons adressé une demande de rencontre qui a été refusée. Il nous est proposé de convenir d'un entretien après que les différentes instances académiques se sont réunies et auront pris des décisions. »

À lire sur le sujet

[Langue bretonne : un manque d'enseignants dénoncé par des associations et des élus](#)

Rendez-vous avec un avocat mercredi

La situation est d'autant plus incompréhensible aux yeux des associations que l'État a signé en mars 2022, à Rennes, une convention avec la Région pour développer la transmission des langues régionales (breton et gallo). Notamment pour passer de 19

À lire sur le sujet

À Rennes, Jean Castex signe un contrat à un milliard... et envoie un message aux Bretons

« L'État ne joue pas du tout le jeu », soupire Eddy Penven. « Avec 70 postes non pourvus, jamais on n'y arrivera. Et sur la formation, il faut que l'État fasse beaucoup plus. » Dans ces conditions, div yezh Breizh est sur le point de mettre une menace déjà énoncée à exécution. « Si on n'a pas de réponse d'ici à demain, on ira au tribunal administratif », annonce-t-il, pour faire respecter l'engagement signé dans la convention. Tout en précisant qu'un rendez-vous avec un avocat est d'ores et déjà programmé pour mercredi prochain.

📧 NEWSLETTER AUJOURD'HUI EN BRETAGNE

Chaque soir, les faits marquants du jour en Bretagne

Tous les soirs en semaine à 18h

[S'inscrire à la newsletter](#)

* Fédération des associations de parents d'élèves pour l'enseignement de/en langue bretonne à l'école publique



Les militants du réseau div yezh Breizh devant le rectorat, à Rennes, ce vendredi 29 septembre, réclament plus de postes bilingues dans l'académie. (Philippe Créhange/Le Télégramme)

Dans la même rubrique

[À Noyal-sur-Vilaine, une femme de 65 ans décède dans un choc frontal](#)

[Météo en Bretagne : des températures encore douces ce mardi](#)

[Au Bono, un incendie de hangar agricole fait deux blessés](#)

Pour aller plus loin

Bretagne



PRO

Actualité vidéo